

ÉTUDIANTS

Nota : Le nouveau secteur étudiant a constaté unanimement l'absence de perspectives présentées par les Unef actuelles, et a affirmé l'importance de la construction de groupes PSU dans les Universités. Si justifiées soit-elles, ces positions ne peuvent occulter la nécessité d'une réflexion politique sur le syndicalisme étudiant, à tout le moins d'un bilan critique des expériences passées du courant autogestionnaire dans ce domaine. A cet égard, le texte de débat syndical suivant, diffusé dans l'Unef i.d. de Nantes, concerne aussi les étudiants du PSU.

CONTRIBUTION AU DÉBAT POUR LA TENDANCE INDÉPENDANTE SYNDICALE AUTOGESTIONNAIRE DU MOUVEMENT ÉTUDIANT

Quatre ans. L'UNEF étant disparue après 68, le corporatisme groupusculaire et divisé des deux Unef n'offre pas de perspective adaptée à la crise de l'Université et de la société. La création du M.A.S. en 1976, inaugure l'intervention du syndicalisme étudiant anticapitaliste et autogestionnaire. Ce courant autogestionnaire du mouvement étudiant existe toujours, même morcellé et diffus, même s'il a trébuché à deux reprises (éclatement du M.A.S. en 77, -de la T.s.a. en mai 80) à cause d'intérêts politiques.

La leçon à tirer est celle de la continuité. Les erreurs passées n'annulent en rien la perspective que les jeunes scolarisées se donnent bientôt un cadre permanent et massif pour leurs luttes qui sache articuler les revendications quotidiennes à un projet global de transformation autogestionnaire de la société, c'est à dire : un mouvement d'action syndicale pour les travailleurs en formation.

A chaque étape des leçons sont à tirer. On ne fera plus du syndicalisme comme avant. Une relecture de ces quatre années montre les fragilités et ambiguïtés du cou-

rant autogestionnaire à chacune de ces expériences (le M.A.S. de 76, la T.s.a., la réunification dans l'Unef i.d.) et les erreurs dues à une immaturité politique liée à la puissance des intérêts d'appareils.

Elle fait surtout apparaître une constante : dans le courant autogestionnaire, il y a toujours eu des militants dont l'expression n'était pas portée par les courants politiques (CCA, rocardiens, PSU...). Avec ou sans droit de tendances organisées, les fonctionnements internes adoptés jusqu'ici les ont toujours dépossédés des moyens de leur analyse et de leur expression autonome. Leur mémoire collective était atomisée à l'échelle de l'expérience isolée de chaque adhérent syndical. Il en a résulté que ces militants servaient de porteurs d'eau des états-majors politiques, dans les périodes de prospérité ; tandis qu'aux moments de recul ou de crise interne, ils cessaient le plus souvent d'être syndicalistes. Ceci explique entre autre notre incapacité à traduire le projet autogestionnaire en syndicalisation massive. On doit admettre de plus que les erreurs passées du courant autogestionnaire sont liées à la minorisation de ces syndicalistes : souvent l'analyse de ces militants dégagés des préoccupations d'appareils politiques aurait permis de mieux situer où étaient les vrais enjeux. Il est urgent que ces militants prennent la parole !

Une étude lucide de notre passé doit permettre d'aller de l'avant. La présente contribution au débat entend proposer des perspectives concrètes pour le courant syndical autogestionnaire, à propos de son apparition par rapport au mouvement étudiant, et à propos de son fonctionnement interne.

1. LA « T.I.S.A.M.E. » COMME DÉPASSEMENT ORGANISATIONNEL

Le besoin d'affirmer l'autonomie du projet syndical autogestionnaire a amené le M. A.S. de

76 comme cadre organisationnel concurrent des Unef. Le besoin tout aussi impératif de répondre aux aspirations unitaires du milieu étudiant nous a conduit à la réunification syndicale partielle de mai 1980. Mais à chaque fois, nous n'avons pas trouvé notre apparition adéquate comme courant du mouvement étudiant, à la fois autonome et unitaire.

Actuellement, les minoritaires de l'Unef i.d. sont condamnés à assumer dans leurs amphis et TD les positions souvent aberrantes de la direction de ce syndicat, sans pouvoir en contre-partie développer une pédagogie autogestionnaire envers les étudiants, sinon dans le seul cadre restreint du fonctionnement interne. A quoi bon ? Une telle « mutilation » du militantisme syndical n'est admissible que selon les critères volontaristes de l'interventisme de l'organisation politique dans le syndicat.

Il faudra donc synthétiser l'esprit qui a concouru aux deux démarches de 76 et 80. Cela nécessite des formes organisationnelles inédites dans le mouvement étudiant, mais qui peuvent se référer à l'exemple de l'apparition interne et externe à la FEN du courant « Ecole Emancipée ». Un sigle clair du type « L.E.S.A., Luttes Etudiantes Syndicales Autogestionnaires » (titre d'un journal ?) ou « T.I.S.A.M.E., Tendance Indépendante Syndicale Autogestionnaire du Mouvement Etudiant » (c'est celui qui est employé ici par commodité) pourrait désigner dans l'Unef i.d. la tendance autogestionnaire, celle-ci étant étroitement articulée dans chaque université à des regroupements du même nom élargie aux non-syndiqués et syndiqués de l'Unef-renouveau. Ces collectifs assureraient l'apparition publique du courant (permanences, stages syndicaux, tracts et journaux, candidatures de contrôle et de propositions aux élections étudiantes, interventions extra-universitaires, notamment avec les

organisations de travailleurs).

Au plan national, la T.I.S.A.M.E. reprendrait en charge la recherche critique du courant autogestionnaire, à peu près délaissée depuis le M.A.R.C. Elle s'emploierait à relayer l'absence de structuration massive du mouvement étudiant par une fonction d'agence de presse et de services (journal national, dossiers d'études et fiches, service de documentation et de contacts) et par un appui concret aux formes d'auto-organisation nationales du mouvement (coordinations).

Bien entendu, cela n'entraverait aucunement la participation loyale et constructive des minorités autogestionnaires à la vie démocratique des Unef, quelque soit la radicalité de leur opposition aux directions syndicales.

2. LE FONCTIONNEMENT INTERNE OU : LA DÉMOCRATIE D'AUTOGESTION

Faute de pratiquer la démocratie directe, le courant doit fixer quelques indications concrètes préfigurant dans son fonctionnement interne.

Une de nos priorités sera : des moyens « propres » pour des buts « avouables ». Le mouvement étudiant est connu pour avoir formé d'innombrables « Clausewitz de la magouille ». Eh bien, nous devons bannir résolument certaines pratiques (malversations de cartes d'adhérents, trucages électoraux...) comme inconciliables avec l'appartenance au courant autogestionnaire, non seulement au nom de nos principes, mais aussi parce que la rigueur, en se libérant de toute compromission avec les bureaucraties étudiantes, se révélera plus efficace dans la mise en place de rapports de force qu'elle ne le paraît dans les visions à court terme.

D'autre part, il faut en finir avec

la cooptation comme mode de partage des responsabilités. Pour cela et pour toutes les prises de décisions essentielles, on utilisera des élections à bulletin secret à tous les niveaux du courant. Mais cela ne suffit pas à assurer la démocratie, si des moyens concrets ne sont pas donnés pour l'information de tous les syndicalistes, sans blocus ni domaine réservé. Aussi, les instances de direction à tous les niveaux doivent devenir des maisons de verre. De plus, depuis le 1^{er} congrès de Lille du M.A.S., le courant autogestionnaire préconise une politique de formation des militants. Il faut appliquer ces vœux et assurer une intense circulation interne des journaux et circulaires, éditer des fiches, organiser des stages locaux et nationaux, aller dans le sens d'une rotation des tâches. Ce n'est qu'ainsi qu'on commencera à remettre en cause autrement qu'en paroles le privilège exorbitant du militant politique dans l'organisation de masse. Ce souci doit aussi aller en rupture avec le sexisme ambiant.

Ainsi, une apparition unitaire mais autonome, des pratiques en cohérence avec les thèmes autogestionnaires, c'est à ce prix que le courant des syndicalistes anticapitalistes et autogestionnaires gagnera en crédibilité pour tous les étudiants et qu'il pourra devenir l'aile marchante du mouvement étudiant.

AVANT LA RÉUNION NATIONALE ETUDIANTES

Ces propositions pourront être concrétisées localement partout où cela sera possible. Elles sont soumises pour le débat :

- aux syndiqués des deux Unef;
- aux membres et sympathisants des tendances P.I.u.s. et L.e.a.s. de l'Unef i.d., conscients de l'incapacité des deux fractions à présenter

des orientations crédibles et réellement alternatives pour le syndicalisme étudiant, ce que ne peut permettre ni une tendance de notables se bornant à être les dauphins de l'actuelle direction de l'Unef i.d., avec tout ce que cela comporte, ni une tendance oscillant constamment entre l'intervention politique et une découverte bien insuffisante et pragmatique du syndicalisme ;

- aux militants de la « T.s.a. croupion » conscients que la nécessité de dépasser un acquis organisationnel dérisoire en terme d'influence (la T.s.a.-r.s. de l'Unef i.d.) et la volonté d'abandonner des pratiques antérieures au militantisme autogestionnaire sont liées dans une même perspective ;

- aux non-syndiqués, à tous les acteurs du mouvement étudiant, anciens militants du M.A.S. jusqu'ici affrontés à l'absence de cadre susceptible de porter son projet syndical, aux animateurs des comités de lutte, collectifs, journaux locaux, mouvements de jeunesse, élus et mutualistes, à tous les étudiants militants des mouvements sociaux en dehors de leur lieux d'étude.

Luc DOUILLARD

Les tendances de l'Unef i.d.

- majorité du bureau national : composée de militants de l'OCI unifiée avec la LCI.

- tendance P.I.u.s. : dirigée par les états major étudiants mitterrandistes et rocardiens, interdite aux syndicalistes non membres du P. S.

- tendance L.e.a.s. rdirigée par les militants JCR-LCR.

- tendance syndicale autogestionnaire, T.s.a.-r.s. : animée principalement par les étudiants CCÀ.